



LES ECHOS DE LA PRESSE

numéro 9. Août



MEDIAS NATIONAUX

Confédération du
Tourisme de Madagascar



CONFEDERATION DU TOURISME DE MADAGASCAR

Structure représentative de tous les acteurs privés du secteur, la Confédération du Tourisme de Madagascar, association à vocation économique, se pose en force de proposition afin **d'amortir** la chute du tourisme et de redresser la barre. Explications de Sandra Afick, sa directrice exécutive.

SANDRA AFICK, DIRECTRICE DE LA CONFÉDÉRATION DU TOURISME :

« C'est 44 000 emplois directs et 300 000 emplois indirects qui sont affectés »

Structure représentative de tous les acteurs privés du secteur, la Confédération du tourisme, association à vocation économique, se pose en force de proposition afin d'amortir la chute du tourisme et de redresser la barre. Explications de Sandra Afick, sa directrice exécutive...

Propos recueillis par Njaratiana Rakotoniaina - njara@ecoaustral.com

L'Eco austral : Quel bilan pouvez-vous dresser de la crise que traverse le tourisme ?

Sandra Afick : Le tourisme est l'un des secteurs les plus sinistrés. Sur nos principaux marchés émetteurs, l'Italie, La Réunion et la France ont respectivement enregistré des baisses de 62 %, 50 % et 36 %. La baisse sur la totalité de l'année est évaluée à 80 %, du fait d'une prolongation des mesures de confinement et de la fermeture des frontières. Le manque à gagner s'élève à plus de 475 millions d'euros pour les opérateurs, un touriste étranger dépensant en moyenne jusqu'à 2 000 euros. Des emplois se trouvent ainsi en péril sur toute la chaîne de valeur : 44 000 emplois directs et plus de 300 000 emplois indirects. Les groupes de population les plus vulnérables, tels que les femmes, les jeunes et les ruraux, sont les plus exposés.

Comment la Confédération gère-t-elle la situation ?

Nous apportons des solutions concrètes. Au niveau du secteur privé, la coopération avec les partenaires a permis de soulager la trésorerie des opérateurs touristiques, notamment avec l'association professionnelle des banques qui a accepté des différés de remboursement d'échéances pour les salariés et les entreprises. Certaines compagnies aériennes ont de même accepté le report de voyages avec des dates mo-



« Bien qu'il n'ait pas la même chaîne de valeur que le tourisme international, le tourisme national fait partie des axes majeurs. »

diffiables sans frais, sans réajustement tarifaire et sans conditions de saisonnalité, ainsi que le changement de destination. Et des opérateurs en télécommunications ont accepté d'être plus souples sur les annulations ou le changement d'offre tarifaire. Par ailleurs, des négociations avec l'État ont abouti à l'approbation de nos requêtes comme le report de la collecte de toutes les obligations fiscales sans pénalité et l'annulation des acomptes provisionnels sur l'impôt sur les bénéfices des sociétés pour l'exercice 2020, le report des charges sociales et patronales, le soutien de l'État dans la négociation du

report des échéances bancaires, un moratoire de paiement des factures d'énergie. La prise en charge du chômage technique pour les entreprises n'ayant pas d'autres choix ne nous a toutefois pas été accordée car l'État ne veut pas que le secteur privé pratique le chômage total.

Peut-on évoquer une relance ?

Pour 2020, nous cherchons à limiter les dégâts, mais oui, on peut parler de relance, d'autant plus que nous voulons miser sur une meilleure saison en 2021. En ce sens, nous avons intégré la *task force* du plan de mitigation pour

la relance économique du pays initié par l'État afin de porter la voix du secteur privé. Pour faire face à la pandémie et répondre rapidement aux besoins, une importante mobilisation au sein de notre structure a permis d'identifier et de mettre à contribution des ressources de valeur au sein de la *task force* pour la conception du plan de mitigation. Bien qu'il n'ait pas la même chaîne de valeur que le tourisme international, le tourisme national fait partie des axes majeurs. La vision est de concevoir des offres attractives à la portée des Malgaches, comme des réductions appliquées sur des offres *all inclusive* et répertoriées sur un site dédié. La confédération a de plus élaboré son plan de mitigation qui fait état des besoins du secteur et met en relief des mesures sociales, économiques et financières qui vont fixer le regard sur l'horizon de la sortie de crise. Ces mesures visent par exemple au soutien des coûts liés à la protection du personnel, au soutien du transport aérien et au renforcement des capacités des métiers clés du secteur, à l'appui à la trésorerie des opérateurs pour le maintien de leur exploitation ou à un appui aux activités de promotion pour la relance des marchés prioritaires. La Confédération travaille à une « régulation interne ». Nous nous efforçons d'établir une collaboration entre fournisseurs et clients, entreprises et prestataires afin de régler les questions de passif et trouver des solutions entre privés.

RELANCE DU TOURISME

LE PROTOCOLE SANITAIRE EN COURS DE VALIDATION

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/08/07/relance-du-tourisme-le-protocole-sanitaire-en-cours-de-validation/>

Près de 100% des réservations émises par les principaux pays émetteurs de touristes sont annulées, selon la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM). Cependant, les opérateurs du secteur sont prêts à amorcer la relance, cette année même.

Les statistiques sont alarmantes. 44.000 emplois directs du secteur du tourisme sont en péril, suite à la crise de la pandémie de Covid-19. Plus précisément, il s'agit de 37.882 emplois dans l'hôtellerie et la restauration, et plus de 2.500 guides touristiques. Selon la CTM, 98% des employés du secteur sont au chômage technique. Cette année, 5.000 emplois auraient pu être créés par les nouvelles entreprises touristiques, s'il n'y avait pas de crise. A ces emplois directs sacrifiés s'ajoutent les quelques 300.000 emplois indirects. En tout, la CTM a indiqué un manque à gagner des opérateurs touristiques, s'élevant à plus de 475 millions d'euros, soit environ 2.137,5 milliards d'ariary.

Relance

Malgré cette situation désastreuse, la relance est déjà en gestation. Depuis que le président Andry Rajoelina a annoncé une première réouverture des activités touristiques, programmée en octobre 2020 pour la destination Nosy-Be, les différents acteurs du secteur du tourisme se sont préparés pour la reprise de leurs activités. « Mandatées par le ministère de tutelle, la CTM et l'ONTM (Office nationale du tourisme de Madagascar) ont travaillé avec un consultant expert, pour la préparation du Protocole sanitaire à appliquer à la reprise des activités touristiques. Ce Protocole est déjà validé par le secteur privé et par le Ministère du Tourisme, des Transports et de la Météorologie. Il reste la validation du Ministère de la Santé, avant qu'il puisse être communiqué aux acteurs concernés », a indiqué Sandra Afick, directeur exécutif de la CTM. D'après ces explications, l'application de ce Protocole engendrera des coûts aux opérateurs touristiques concernés, mais en contrepartie, il peut être considéré comme un outil marketing et un gage de confiance pour les touristes. Une fois validé, le Protocole sera diffusé. « Nous avons bénéficié d'un appui de l'Union Européenne, qui nous permettra de produire des affiches et vidéos facilitant la formation des opérateurs touristiques sur l'application du Protocole », a affirmé la représentante de la CTM.



Avantagé

Nosy-Be est un pôle touristique avec une superficie assez réduite, facile à gérer. Pour le secteur privé, cette ouverture prévue en octobre peut être considéré comme un « projet pilote », qui sera dupliqué dans les autres destinations, si tout se passe bien. Déjà informés sur la situation, quelques pays émetteurs ont déjà confirmé, qu'ils sont prêts à envoyer des touristes à Madagascar, et attendent impatiemment le contenu du Protocole sanitaire. Selon la CTM, Madagascar est avantagé car il vise surtout les marchés européen et américain. « Nous avons beaucoup moins de cas de Covid-19, par rapport à ces pays. Cependant, le nombre de touristes potentiels qui pourraient visiter la Grande-île diminue pour diverses raisons. D'abord, la plupart des touristes que nous accueillons à Madagascar sont ceux du troisième âge. Ceux-ci sont pourtant les plus touchés par la pandémie. En outre, dans le monde, la plupart des employés ont épuisé leurs congés, certains sont même passés au chômage technique. Cela veut dire que le nombre de touristes va certainement baisser. A cela s'ajoutent la politique des dirigeants visant à promouvoir le tourisme interne, c'est-à-dire, à garder leurs concitoyens dans leurs pays », a noté le directeur exécutif de la CTM. Certes, la relance sera difficile pour tous les secteurs d'activité économique, la différence pour le secteur du tourisme, est que les différents acteurs se montrent déjà prêts.

MEDIAS NATIONAUX

Secteur tourisme



APPUI POUR LE TOURISME PLAN DE MISE EN ŒUVRE INEXISTANT

<https://lexpress.mg/27/07/2020/appui-pour-le-tourisme-plan-de-mise-en-oeuvre-inexistant/>

Annoncé depuis le 1er juillet dernier, le plan multisectoriel **d'urgence** n'est pas encore accompagné **d'un** plan de mise en **œuvre** pour le Tourisme. Il prévoit entre autres **d'étendre** la distribution des « Vatsy Tsinjo » aux cinq mille cinq cents travailleurs du secteur. Aux précisions des professionnels du secteur, **jusqu'ici**, les directives pour **l'élaboration d'un** plan de mise en **œuvre** ne sont pas encore connues. « Il n'y a pas de processus technique clair ni de chronogramme pour la distribution. Aucune information non plus sur les détails **d'un** plan de soutien pour nos collaborateurs dans les provinces » fait savoir la Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar (FHORM). Nous avons essayé de contacter le ministère de la Population ainsi que la Commune Urbaine **d'Antananarivo** mais aucune information **n'est** encore disponible » livre le responsable de la FHORM. Le plan multisectoriel pour le tourisme souligne un appui de 740 000 dollars, ainsi **qu'une** forme de bouée de sauvetage sociale en « Vatsy Tsinjo » pour les femmes de ménage, guides touristiques, serveurs, piroguiers, fournisseurs dépendant des hôtels comme les pêcheurs. Seulement, **c'est** le plan de mise en **œuvre** de ce plan social qui **n'existe** pas encore.

La Confédération du tourisme de Madagascar (CTM) attend également de pouvoir donner suite à **l'utilisation d'un** quelconque appui financier de la part de **l'État**. « Nous **n'avons** pas encore été appelés pour en discuter » fait savoir Sandra Afick, directeur exécutif de la CTM. Le plan **d'urgence** ne mentionne pas encore des actions de relance.





MADAGASCAR
28 Juillet 2020

FHORM LA REOUVERTURE DES RESTAURANTS JUSQU'À 13H N'AURA PAS D'IMPACTS POSITIFS

<https://matv.mg/fhorm-la-reouverture-des-restaurants-jusqua-13h-naura-pas-dimpact-positif/?fbclid=IwAR2LKBTTWescFulvHNc0I9XOS0pqO2TACfykZSsCDsgvDF1bSjiniKbwEtYo>

Parmi les mesures annoncées par le Premier ministre Christian Ntsay figure la réouverture des restaurants **jusqu'à 13h**. Johann Pless, président de la Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar (FHORM) a bien voulu nous livrer son point de vue, à distance, eu égard aux gestes barrières.

La Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar (FHORM) présidé par Johann Pless regroupe à son actif plus de 300 membres. Cette fédération a été attentive aux mesures énoncées par le Premier Ministre Ntsay Christian dans la soirée du 26 juillet, notamment la possibilité pour les restaurants de la région Analamanga de rouvrir **jusqu'à 13h**. « **C'est** effectivement un premier pas vers la réouverture des restaurants, mais il ne nous permet pas de créer des revenus et de générer du chiffre **d'affaires**. Nous avons déjà essayé **d'ouvrir** le restaurant **jusqu'à 13h** au mois de mai et la clientèle **n'avait** pas été au rendez-vous », avance Johann Pless. Depuis plus de deux mois, les hôteliers et restaurateurs travaillent avec le ministère du Tourisme, en collaboration avec l'ONTM ainsi **qu'avec** des experts et des assistants techniques pour créer, rédiger et valider des protocoles sanitaires. Des séances de formation ont par la suite été dispensées aux hôteliers et restaurateurs notamment sur Antananarivo. Ces protocoles sanitaires sont axés sur l'**accueil** des clients, les signalétiques de circulation, les produits **d'hygiène** à l'**intérieur** du restaurant...

L'**impact** positif de la réouverture des restaurants limitée à 13h est anéanti par le fait que les clients finissent de travailler à cette même heure et ne peuvent donc plus aller au restaurant. « Depuis plus **d'une** semaine, les restaurants et les hôtels sont prêts à réouvrir aux horaires normaux de fonctionnement, soit de 10h à 15h et de 18h à...plus tard dans la nuit. Et ce, en appliquant des gestes barrières et des protocoles sanitaires à tous les niveaux que ce soit pour les employés ou les clients » anticipe notre interlocuteur.

Une fois de plus, le président de la FHORM a tenu à réitérer que le secteur touristique, hôtelier et restauration, est totalement sinistré. « Nous sommes totalement à l'**arrêt**, nos 44.000 salariés sont à 98% au chômage technique et nous avons des dettes de loyers, de JIRAMA, de charges sociales et salariales. » Comme de nombreux observateurs, il estime que des éclaircissements doivent être apportés quant à l'**allègement** fiscal pour le secteur du tourisme, des zones franches et du transport aérien. « L'**annulation** des impôts est une demande que nous avons formulée depuis longtemps. De toutes les façons, quand on **n'a** pas de chiffre **d'affaires**, il **n'y** a pas **d'impôt** à récolter. » confirme le président de la FHORM. « **S'il s'avère** exact que la collecte **d'impôt** est reportée et /ou annulée pour cette année, ça nous permettrait de lever cette incertitude **d'une** éventuelle collecte à posteriori », conclut Johann Pless.



MADAGASCAR
28 Juillet 2020

BIODIVERSITE

MICROCEBUS JONAH : LA 113^e ESPECE DE LEMURIEN ENDEMIQUE A MADAGASCAR

<https://actu.orange.mg/microcebus-johani-la-113e-espece-de-lemurien-endemique-a-madagascar/?fbclid=IwAR1cYnOvI5gO6d8kJBsMDnalMtjdtHouZ8QPRuROhda5VnVr4bh8D6VyDG8>

Fruit de plus **d'une** décennie de recherches, le *Microcebus jonahi* a été découvert DANS le Parc national de Mananara-Nord, Forêts protégées communautaires **d'Antsirandrano** et Madera, grâce à la collaboration de plus de 27 scientifiques internationaux. Il **s'agit** de la 113^e espèce de lémuriens endémiques à Madagascar. **L'espèce** fait partie de la famille des Microcèbes, les petits lémuriens au monde.

« Anatomiquement, il fait partie des plus petits lémuriens au monde, mais est porteur **d'un** message radieux, car il reste encore **d'espoir**. Il reste encore beaucoup à découvrir et de nombreux trésors cachés sont à portée de main. Madagascar est comme le grand X rouge sur une carte au trésor, à nous de **l'explorer**, de le protéger et de trouver chaque joyaux **qu'elle** renferme », indique le GERP (Groupe **d'Etude** et de Recherche sur les Primates de Madagascar)

Pour rendre hommage au Professeur Jonah Ratsimbazafy, Président du GERP, de IPS, et un des fondateurs de Madagascar Lemurs Portal, ses compères ont décidé de faire porter son nom à cette nouvelle espèce.

Le Professeur Jonah Ratsimbazafy est connu de tous comme le vaillant porteur de voix de nos chers lémuriens par sa détermination, sa passion, son amour et sa rigueur dans le combat **qu'il** mène pour la protection de ces espèces emblématiques pour la génération future.

Cette découverte est le signe que nous pouvons encore sauver notre biodiversité, indique le Ministère de **l'Environnement** et du développement durable,





TOURISME

UNE REOUVERTURE PARTIELLE EST ENVISAGEABLE VERS OCTOBRE A NOSY-BE SELON LE PRM

<https://actu.orange.mg/tourisme-une-reouverture-partielle-est-envisageable-vers-octobre-a-nosy-be-selon-le-prm/?fbclid=IwAR2jhMafEaVAX4q4SfxdIXxq48ekn6MK8MNN61j-bcJzOIBbuYFTb55rA0c>

Dans le cadre des préparations à la reprise du Secteur Tourisme, le ministre des Transports et du Tourisme, Joël Randriamandranto, a présenté aux opérateurs touristiques de Nosy Be les documents sur les protocoles sanitaires à mettre en oeuvre à Madagascar pour accueillir les touristes dans les normes et en toute sécurité. Le Président de la République, Andry Rajoelina, a en effet évoqué qu'une réouverture partielle est envisageable vers début octobre en fonction de l'évolution de la situation sanitaire, et que celle-ci concerne l'île de Nosy Be.

Cette réouverture partielle est un souhait des opérateurs touristiques de Nosy Be. Toutes les précautions et les dispositions nécessaires devraient toutefois être prises, a souligné le Président. L'Etat va ainsi étudier et approfondir les mesures qui pourraient accompagner cette réouverture partielle, notamment l'obligation pour les touristes de faire un test avant embarquement mais également la possibilité pour eux de faire de tests rapides à l'arrivée. Le Chef de l'Etat a également évoqué le projet de modernisation de l'hôpital de Nosy Be et de renforcement du personnel local de santé afin d'assurer la sécurité sanitaire des touristes, et pour que l'île de Nosy Be soit vue comme une destination sûre.

Dans le cadre des préparations à l'ouverture de la destination, le ministre des Transports et du Tourisme a présenté le Guide des bonnes pratiques sanitaires à Madagascar. Le guide concerne toutes les filières du secteur. Il s'agit des gestes et des dispositifs sanitaires pour prévenir la covid-19 et des mesures à mettre en oeuvre en cas de découverte de covid-19 parmi les touristes ou le personnel des sociétés touristiques. Des clips et spots vidéos ont également été réalisés pour servir d'outils d'aide à cet effet.

Des parcs solaires à Nosy Be

Le coût de l'énergie figure parmi les problèmes rencontrés par les opérateurs touristiques à Nosy Be. C'est ainsi que l'Etat veut installer sur l'île dès cette année des parcs solaires d'une capacité de 10 à 20Mw et dont l'électricité produite sera achetée moins chère afin d'alléger les charges des industries touristiques.

Les paiements des échéances bancaires demeurent échelonnés, a par ailleurs indiqué le Président Andry Rajoelina pour interpeller les établissements qui ne respectent pas cette mesure déjà établie dans le cadre de la crise sanitaire.

Mise en place d'un prêt aux employés du secteur

Pour soutenir les employés du secteur du Tourisme, le Président Rajoelina a annoncé la mise en place d'un prêt bancaire, dont le montant sera l'équivalent d'un mois de salaire et dont le délai de remboursement ne dépasse pas 12 mois. Il s'agit d'un prêt destiné aux employés formels et déclarés à la CNAPS dans le secteur. La CNAPS travaillera directement en lien avec les employeurs qui auront la charge d'effectuer les demandes au nom des employés en mentionnant les détails sur les bénéficiaires. Le fonds sera débloqué auprès des banques des entreprises, a expliqué le Président. Ce prêt pour les employés formels du Tourisme sera démarré à Nosy Be.



<https://actu.orange.mg/tourisme-une-reouverture-partielle-est-envisageable-vers-octobre-a-nosy-be-selon-le-prm/?fbclid=IwAR2jhMafEaVAX4q4SfxdlXxq48ekn6MK8MNN61j-bcJzOIBbuYFTb55rAOc>

Obligations fiscales

Mis à part les mesures fiscales déjà prises et appliquées actuellement, le ministre de l'Economie et des Finances a indiqué que d'autres propositions, notamment sur les charges exceptionnelles, seront étudiées. Les décisions devront tenir compte des réalités et seront prises avec considération dans une approche holistique; a souligné le ministre Richard Randriamandrato.

Le ministère du Tourisme s'active pour assurer la reprise du secteur

Le ministère des Transports et du Tourisme travaille pour une reprise réussie du secteur Tourisme. Aussi, a-t-il élaboré un site sur les offres promotionnelles dans tout le pays concernant les locations, les activités, les restaurations, les hébergements, etc... Ce site Bon Plan Tourisme est déjà prêt et sera opérationnel dès la reprise. Concernant le Tourisme international, le ministère se penche actuellement au développement de solutions digitales pour promouvoir la destination Madagascar. Un Webinar sera organisé avec les revendeurs traditionnels tandis que des workshops sur les nouveaux marchés seront tenus par visioconférence. Le ministre Joël Randriamandranto a également évoqué le développement d'une application de formation des agences de voyage pour que ces dernière puissent avoir à portée de main toutes les photos vidéos et informations concernant la destination Madagascar.

Le ministre a également annoncé le lancement de formations de formateurs en hôtellerie, guidage, etc... pour renforcer les capacités de tous les acteurs du tourisme. Ces formateurs pourront par la suite former leurs collaborateurs au niveau de chaque région. Au début, ces formations se feront par visioconférence, a indiqué le ministre du Tourisme.





MADAGASCAR
30 Juillet 2020

AIR MADAGASCAR

SUSPENSION DES VOLS INTERNATIONAUX JUSQU'AU 31 AOUT 2020

Conformément aux dernières directives des autorités gouvernementales de Madagascar qui maintiennent la fermeture des frontières aux vols réguliers (entrants et sortants) de l'île, et face à la persistance de la crise sanitaire causée par la Covid-19, la suspension de tous les vols internationaux Air Madagascar (long-courrier et régional) est prolongée **jusqu'au 31 août 2020 inclus**.

Air Madagascar a **d'ores** et déjà adapté ses dispositions commerciales pour les passagers dont les projets de voyage sont perturbés par la crise sanitaire.

A noter que les vols de rapatriement et les vols cargo ne sont pas concernés par les mesures de suspension.



Situation sanitaire Covid-19 MISE A JOUR du 30 juillet 2020

Conformément aux dernières directives des autorités gouvernementales de Madagascar qui maintiennent la fermeture des frontières aux vols réguliers (entrants et sortants) de l'île, et face à la persistance de la crise sanitaire causée par la Covid-19 :

SUSPENSION JUSQU'AU 31 AOUT 2020

ANTANANARIVO - MAURICE - ANTANANARIVO
ANTANANARIVO - LA REUNION - ANTANANARIVO
ANTANANARIVO - DZAOUZDI - MORONI - ANTANANARIVO
TOAMASINA - LA REUNION - TOAMASINA
SAINTE-MARIE - LA REUNION - SAINTE-MARIE
TOLIARA - TAOLAGNARO - LA REUNION - TAOLAGNARO - TOLIARA

ANTANANARIVO - PARIS - ANTANANARIVO
ANTANANARIVO - MARSEILLE - ANTANANARIVO
ANTANANARIVO - GUANGZHOU - ANTANANARIVO

NB : les vols de rapatriement et les vols cargo ne sont pas concernés par les mesures de suspension.

Ces dispositions pourraient évoluer selon la situation nationale et internationale.



MADAGASCAR
04 Aout 2020

NOSY-BE POSSIBLE REOUVERTURE EN OCTOBRE

<https://matv.mg/nosy-be-possible-reouverture-du-tourisme-en-octobre/>

Les activités touristiques de Nosy-Be vont vraisemblablement pouvoir reprendre en octobre prochain. Lors de son récent déplacement à Nosy-Be, le Président de la République avait déclaré que les paramètres pour une reprise des activités sont en cours **d'études**. Les opérateurs touristiques de Nosy-Be ont demandé au Chef de l'**État** de rouvrir partiellement le ciel malgache aux touristes, et **qu'ils** sont «disposés à tout en mettre en **œuvre** pour appuyer cette requête qui devra être un des leviers pour relancer le secteur touristique ». « La réalisation de ce projet est à l'**étude**», leur a répondu le Chef de l'**Etat**. Le président de la République a cependant insisté sur les précautions et les dispositions inhérentes à cette reprise. « Il importe en effet **d'éviter** la propagation du virus. Les futurs passagers ne devront en aucun cas être les vecteurs de transmission du coronavirus. Des tests devront être requis avant l'**embarquement**, et à l'**arrivée** de chaque touriste ».



NOSY-BE POSSIBLE REPRISE DU TOURISME AVANT OCTOBRE

<https://lexpress.mg/01/08/2020/nosy-be-possible-reprise-du-tourisme-avant-octobre/>

Le président de la République a annoncé **qu'il** serait possible de rouvrir Nosy Be au tourisme au mois **d'octobre**. Des opérateurs se disent même prêts pour demain.

Une première date. Après les multiples déboires du secteur Tourisme depuis la pandémie, l'Etat malgache annonce une période précise de possibilité de reprise des activités. Cette relance est encore partielle car concerne **d'abord** l'île de Nosy be qui constitue un pôle **d'attrait** particulier avec ses 78 220 touristes et 31 800 croisiéristes, rien **qu'en** 2019 (Source: Déléguée du Tourisme de Nosy be).

L'île au parfum compte à elle seule 155 établissements touristiques, hôtels et restaurants et 79 établissements prestataires de service. Une très grande structure arrive à faire entrer 75 000 à 100 000 euros de recettes en devises par mois. Un hôtel 4 étoiles, environ 50 000 euros et pour une plus petite structure, celles-ci varient de 3000 à 12 500 euros. Le président de la République, Andry Rajoelina, descendu sur place, a rencontré les opérateurs touristiques jeudi dernier. Il est venu avec trois membres du gouvernement à savoir le ministre du Tourisme, celui de l'Économie et des finances et la ministre du Travail.

C'est pour ainsi confirmer la haute considération que l'État affiche à l'endroit du secteur. « Nous avons entendu vos requêtes pour une ouverture partielle du Tourisme à Nosy be et nous vous annonçons **qu'il** est possible de rouvrir le Tourisme au mois **d'octobre** prochain. Mais cette reprise est conditionnée par les meilleures modalités sanitaires que Nosy be peut présenter face à la propagation du coronavirus. Dix huit personnes ont été confirmées positives à la maladie mais seules quatre **d'entre** elles suivent encore des traitements à l'hôpital. Nous ferons ensemble, tout notre possible pour que ce nombre **n'accroisse** pas » a souligné le président de la République.

Joël Randriamandranto, ministre du Tourisme reconnaît que le secteur est sinistré avec « 90% **d'arrêt** de travail depuis la propagation de la Covid-19 dans le pays. Toutefois, près de 8700 réservations sont encore maintenues pour cette année malgré la fermeture des frontières » a-t-il révélé. Dans la foulée, il fait savoir une esquisse de début de relance avec la mise en place **d'un** site web « Bons plans » qui fait la promotion de la grande île ainsi **qu'une** incitation au tourisme national.

Demain

« Nous sommes prêts à reprendre même pour demain » réagit Georges Portos, propriétaire gérant de l'hôtel Tropical Paradise. « Je **n'ai** jamais procédé au passage en chômage technique malgré le contexte. Je continue quand même à payer mon personnel, mais plus pour très longtemps! **C'est** une bonne chose que l'État songe à une réouverture vu que la situation financière est à plat. Toutefois, nous nous apprêtons tous les jours comme si les touristes vont venir demain » explique-t-il.

L'opérateur réagit également par rapport à l'annonce de la mise en place **d'un** parc solaire à Nosy be par le président Andry Rajoelina. « Vivement cette alternative. Même si cela prendra encore **jusqu'à** une année pour l'installation. Je paie deux millions d'ariary **d'électricité** pour la Jirama pour à peu près huit bungalows » fait-il savoir. Une femme, professionnelle du tourisme depuis des années à Nosy be précise quant à elle **qu'octobre** est un peu loin vu que ce sera la fin des vacances pour leurs clients. « **L'idéal c'est** maintenant mais nous apprécions cette proposition de date au 1er octobre. **C'est** mieux que rien. Nous commençons à craindre une explosion sociale à Nosy be » déclare-t-elle. Les tests devraient être obligatoires au départ et à l'arrivée des clients, a suggéré un autre. Henintsoa Rabehe fa, directeur de l'Office du Tourisme de Nosy be rejoint l'idée **d'une** reprise au plus tôt. « Nous sommes toujours prêts même pour demain. Mais effectivement, l'idéal serait au mois **d'octobre**. Il nous reste deux mois pour parfaire nos conditions sanitaires pour que la clientèle se sente en confiance. De fortes campagnes de promotion se tiendront. Les établissements ont déjà suivi des formations en protocoles **d'hygiène** avec l'ONTM » rassure-t-elle.

TOURISME

LA REOUVERTURE DE NOSY-BE CONCERTEE

<https://lexpress.mg/05/08/2020/tourisme-la-reouverture-de-nosy-be-concertee/>

Incertitude. La réouverture du ciel et des portes de Nosy Be **d'ici** le mois **d'octobre** suscite des avis partagés dans le monde des professionnels du tourisme. Une réunion avec les représentants des parties prenantes du secteur du tourisme et du ministère de la Santé, a eu lieu dans les locaux du ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie à Anosy,

«Le ministère veut connaître de manière plus concrète les besoins des professionnels du secteur dans ce redémarrage qui requiert beaucoup de mesures » annonce le ministère du Tourisme.

À rappeler que **l'éventualité** de cette réouverture évoquée par le chef de **l'État** lors de son roadshow, dans le nord de **l'île**, a été **l'écho** aux demandes des représentants des professionnels de cette région. « La date butoir annoncée pour octobre est faisable. Cependant, il est primordial de consulter tous les représentants de la chaîne de valeur du tourisme sur **l'île** afin **d'arriver** à un respect scrupuleux du protocole de sécurité santé, déjà élaboré, de façon à éviter une réouverture des frontières qui ne fera **qu'empirer** la situation sanitaire sur **l'île** » explique un professionnel local.

ne autre réunion, cette fois-ci essentiellement avec les professionnels locaux basés à Nosy Be, **s'effectuera d'ici** la fin de cette semaine. **C'est** à la suite de cette concertation avec les acteurs locaux que la réouverture ou non de **l'île** aux parfums se décidera.



MEDIAS NATIONAUX

Climat des affaires



Politique

SEMAINE SURCHARGÉE

ANDRY RAJOELINA NE PERD PAS LE NORD

<https://l'express.mg/01/08/2020/semaine-surchargee-andry-rajoelina-ne-perd-pas-le-nord/>

L'agenda du président de la République a été particulièrement fourni cette semaine. Il a été au four et au moulin entre ses noces de porcelaine et la lutte contre le coronavirus.

Mahamasina, Mahajanga, Nosy Be, Antsiranana, puis retour à Nosy Be. **C'est** le périple effectué en une semaine par le président de la République. Un marathon entamé à Mahamasina samedi dernier, par l'**inauguration** du Centre de traitement de la Covid-19 entièrement géré par les militaires. Équipé de deux-cent-cinquante lits, ce centre est muni de tout le matériel pour le soin du coronavirus quel que soit le stade de la maladie entre autres, des concentrateurs **d'oxygène** et des respirateurs. **L'implication** totale des militaires illustre le fait que **l'Etat** engage une vraie guerre contre le coronavirus. Le président de la République a en particulier assigné **l'armée** à une mission bien précise dans cette guerre. Son message a été clair. « Nous ne nous avouons pas vaincus par la Covid-19, nous **n'allons** pas hisser le drapeau blanc » a-t-il lancé. Les militaires **n'ont** pas droit à **l'échec** dans ce défi après quatre mois de bataille où contre toute attente, **c'est** plutôt la pandémie qui a gagné du terrain.

La lutte contre la Covid-19 **n'occulte** pas les autres occupations du Président. Il faut que dire la pandémie **n'affecte** pour le moment que moins de 1% de la population. Et il faut penser au développement et aux vingt-quatre millions **d'habitants** qui espèrent un meilleur sort. **C'est** ainsi que Andry Rajoelina **s'est** rendu à Mahajanga dès le lendemain pour l'**intronisation** du nouveau gouverneur de Boeny, en l'**occurrence** l'**ancien** maire de Mahajanga I, Mokhtar Andriantomanga. La passation **s'est** passée sans encombre avec l'**ancien** chef de région. Voilà donc la région de Boeny mise en de bonnes mains comme l'**a** souligné le président de la République.

Sans relâche

Le périple **s'est** enchaîné lundi à Nosy Be, ville touristique par excellence tombée en léthargie à cause de la crise sanitaire. Le président est venu remonter le moral de la population et des entrepreneurs. Le coronavirus est encore timide dans l'**île** aux parfums mais il faut **s'attendre** à tout. Le président Andry Rajoelina a remis ainsi des équipements et matériel appropriés à la lutte contre la Covid-19 au Centre hospitalier de référence de Nosy Be.

Le même jour, Andry Rajoelina a fait un crochet à Antsiranana pour deux motifs. Il a installé le nouveau gouverneur de Diana, Daood Arona Marisiky, qui comme son nom **l'indique** est plein de dynamisme pour donner un second souffle à la région septentrionale du pays. Ensuite, il est allé au Centre hospitalier universitaire de Tanambao I remettre des équipements et matériel de lutte contre la Covid-19 dont des concentrateurs **d'oxygène** et un appareil de radiologie numérique. Le couple présidentiel est rentré à Tana, le temps de savourer ses noces de porcelaine en famille. Un petit moment **d'éternité** suivi immédiatement **d'un** conseil des ministres où la construction **d'un** fly over à Ampasika et à Anosizato a été décidée afin de désengorger la circulation à ces endroits. Un projet figurant dans les Velirano du président et dont le coût est estimé 80 milliards **d'ariary**.

Le coronavirus ne doit pas tout bloquer. La vie suit son cours normal ou pas. A preuve, le jeudi 30 juillet, Andry Rajoelina est revenu à Nosy Be pour affronter les opérateurs touristiques et parler reprise. Sans les touristes, Nosy Be est une ville morte. Toutes les activités dépendent du tourisme. « A quelque chose malheur est bon, le coronavirus a annihilé plus ou moins le tourisme sexuel », se félicite un notable de la ville. Les acteurs du tourisme ont proposé une reprise des lignes internationales en octobre mais le président de la République a été réaliste soulignant que tout dépendra de l'**évolution** de la pandémie tout en annonçant sa disposition à soutenir les opérateurs du secteur touristique. **L'autre** point culminant du séjour présidentiel à Nosy Be a été la distribution **d'un** sac de riz et des produits de première nécessité aux plus vulnérables. Un soutien qui va concerner un million de foyers dans tout le pays. Une manière de montrer comment **l'argent** de **l'assistance** internationale est utilisé par **l'Etat**. Comme on le voit, Andry Rajoelina ne perd pas le Nord malgré une situation critique vécue par le pays. Il mène la guerre contre le coronavirus **d'un** bout à **l'autre** du pays sans relâche.

Politique

ADMINISTRATION

LES CARNETS DE FOKONTANY A REACTUALISER

<https://lexpress.mg/05/08/2020/administration-les-carnets-de-fokontany-a-reactualiser/>

Les distributions des aides sociales révèlent les failles dans les fichiers au niveau des fokontany. Aussi, suite à une consigne présidentielle, les carnets de Fokontany seront-ils remplacés.

Un mal pour un bien. L'information a été brièvement lancée par Andry Rajoelina, président de la République, samedi. Il s'agit du remplacement des carnets de fokontany. Une initiative qui découle du constat des désordres dans l'organisation de la distribution des aides sociales durant cette crise sanitaire, d'abord, mais ayant une portée majeure sur le long terme.

L'annonce présidentielle avait tout d'une consigne donnée, notamment à la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA). Cette dernière qui convie tous les chefs fokontany de sa circonscription, à une réunion, ce jour, à l'Hôtel de ville, à Analakely. Outre l'organisation de la distribution des aides sociales, la concrétisation du remplacement des carnets de fokontany sera l'un des points saillants de cette rencontre.

Dans sa prise de parole au stade des cheminots, à Antanimena, samedi, le chef de l'Etat a parlé de carnet de fokontany 2.0. Le document attestant de l'adresse chaque ménage, ses membres, leur sexe, leur âge sera biométrique et non falsifiable. Les dysfonctionnements presque systématiques dans la distribution des aides sociales ont, vraisemblablement, déclenché cette volonté de mise aux normes des carnets de fokontany.

Enjeux nationaux

Face aux débâcles de l'organisation des distributions des «Tosika Fameno », et «Vatsy Tsinjo », l'Etat a essayé de rectifier le tir pour le « Sosialimbahoaka ». Alors que tout se passe relativement bien sur les sites de distribution, en marge, les grognes et contestations se font toujours entendre. Le couple présidentiel en a été témoin, hier. Le président et son épouse ont été confrontés à un attroupement monstre de mécontents, à Bemasoandro-ltaosy. « Un vrai responsable ose faire face à la population », réagit le président Rajoelina. Indiquant avoir été préalablement informé de la manifestation, il ajoute, « j'ai insisté pour venir, pour vous écouter, pour échanger avec vous, car je sais que vous êtes dans le besoin, que vous êtes sans emploi (...) que vous n'êtes pas là pour créer des troubles, mais juste réclamer ce qui vous est dû ».

Les suspicions de corruption, de népotisme et de favoritisme de la part de certains chefs fokontany, ont été dénoncées par les habitants au président de la République, hier. Dans d'autres localités, des faits de détournement sont soulevés. Ces agissements répréhensibles seraient les raisons de la cohue qui animent presque systématiquement les coulisses de la distribution des aides sociales. Aussi, le chef de l'Etat a-t-il fermement lancé que tout responsable de fokontany dont les malversations sont avérées sera sévèrement puni. Avec le « Sosialim-bahoaka », l'Etat ambitionne de distribuer des vivres à deux cent-mille foyers. Surtout, de ne laisser pour compte aucune famille vulnérable. Comme le couple présidentiel l'a constaté durant une descente à Manjakaray, lundi, cependant, le taux de personnes non-inscrites dans les fichiers de fokontany et n'ayant pas ainsi, de carnet pourrait constituer un véritable challenge.

Outre les malversations présumées perpétrées par les responsables, le nombre élevé de non-inscrits au fokontany est, également, la cause de la grogne autour de la distribution des aides sociales. La plupart sont, d'autant plus, des familles nécessiteuses. « Il y a ici, une occasion pour faire de nouveaux recensements au niveau des fokontany », a déclaré Hery Rasoamaromaka, gouverneur d'Analamanga, lors d'un entretien téléphonique, lundi. La réactualisation de la liste des habitants est donc, l'enjeu majeur du carnet de fokontany 2.0. Outre torpiller la quiétude de la distribution d'aides sociales au point de faire vaciller l'ordre public dans les localités concernées, les failles dans les fichiers au niveau des fokontany ont, aussi, une dimension nationale. Elles ont aussi une portée sur la crédibilité des processus électoraux. Ces failles sont, en partie, les causes des dysfonctionnements dans la liste électorale. Il y a, également, le volet sécuritaire à prendre en compte. En mai, par exemple, un kidnappeur célèbre, recherché depuis plus d'une dizaine d'années, a été pris dans son « refuge », dans la cité d'Analamahitsy, sans que personne ne s'en rende compte. Etant donné les enjeux, une standardisation et une mise aux normes des carnets de fokontany pourraient s'imposer sur l'ensemble du pays.

Politique

Rapatriement des Français

DES VOLS SPECIAUX FONT LE RAMASSAGE EN PROVINCE

<http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2020/08/07/rapatriement-des-francais-des-vols-speciaux-font-le-ramassage-en-province/>

Le dimanche 23 août prochain, des vols spéciaux de la compagnie Tsaradia, organisés par l'**ambassade** française, depuis Antsiranana et Toamasina vont embarquer les Français bloqués dans ces villes pour être rapatriés en France via Antananarivo. Un vol de la compagnie Air France, qui fait actuellement l'**objet d'une** demande auprès des autorités de l'**aviation** civile malgache, sera affrété, par la suite, pour assurer leur transport vers l'**Hexagone**. Par ailleurs, un autre vol à destination de La Réunion sera organisé ce vendredi 14 août. Ce vol de la compagnie nationale Tsaradia partira **d'Antananarivo** pour les Français qui désirent rejoindre l'**île sœur** où les dispositifs **d'accueil** de tous vols en provenance de Madagascar sont renforcés.



Economie

CRISE SANITAIRE

LE DIALOGUE PUBLIC - PRIVE S'ETIOLE

<https://lexpress.mg/04/08/2020/crise-sanitaire-le-dialogue-public-privé-setiole/>

Des emplois perdus et le dialogue social permanent attendu. La détresse respiratoire continue à affecter la santé des entreprises privées en divorce avec une partie de leurs personnels à cause de l'impossibilité de payer les salaires. Ce mois qui commence, génère une absence de revenus perceptibles pour des travailleurs qui viennent juste de perdre leurs emplois. « Effectivement, des résiliations de contrat de travail ont eu lieu à la fin du mois de juillet. Il y a eu également un renouvellement du chômage technique dans d'autres cas », indique le patron d'un cabinet spécialisé en stratégie RH pour les entreprises. Pour la conférence des travailleurs de Madagascar ou CTM, la situation devient inquiétante. Son président, Rémi Botoudi Henri, parle de « la révocation de six milliers de travailleurs à cause de la fermeture de deux entreprises il y a deux semaines passées ». La crise humanitaire plane sur la population active comptant déjà des travailleurs dépouillés de leurs revenus depuis le mois de mars, en raison de la guerre contre le coronavirus.

Catastrophe imminente

L'État a rejeté l'octroi de subventions aux travailleurs en chômage dont le nombre augmente. Interrogé par rapport à ce problème, le président du Groupement du patronat malagasy ou Fivmpama, Andrianavalomanana Razafiarison parle « d'une nécessaire relance de la discussion entre le secteur privé et les autorités, la mise en place de commissions pour concrétiser les résolutions prises est également requise ». Pour le Groupement des entreprises de Madagascar ou GEM, son président Thierry Rajaona déplore « l'absence de suites au dialogue entamé en juin dans le contexte actuel de la crise sanitaire ».

« La crise nécessite une adaptation. Il faut déterminer une reprise totale des activités en fonction des secteurs. Les gens doivent travailler pour survivre. Si l'État se refuse de verser des indemnités aux personnes mises au chômage, il doit appuyer les entreprises à stabiliser leurs moyens pour conserver le capital humain en levant progressivement toutes les restrictions », alerte Nirihaja Ratsimbaharimanantsoa, président du Syndicat patronal malagasy ou Spam. Les individus au chômage ou licenciés attendent beaucoup de l'issue d'un dialogue public-privé, auquel sont astreints les pouvoirs publics au sens du décret 2015-915. Ce cadre réglementaire prévoit une rencontre entre le Chef de l'État et les représentants du secteur privé deux fois par an, dont la dernière en date a eu lieu formellement le 20 décembre, à huit clos au palais d'État d'Iavoloha. À ce même endroit, s'est tenu un face-à-face spécial entre les dirigeants politiques et les leaders des groupements économiques le 17 juin dernier, à l'initiative personnelle du Président Andry Rajoelina. Cela après que le Chef de l'État ait affirmé être au courant « des appels de détresse des opérateurs économiques ». Récemment en visite dans l'île de Nosy-Be, le Chef de l'État a avoué aux opérateurs locaux, « sa volonté de relancer le tourisme ». Pour les entrepreneurs et entreprises du secteur privé, notamment dans la capitale, le confinement adopté en pleine période de crise sanitaire a fait disparaître la majorité de la clientèle et des consommateurs de la production. Cette situation conduit à une perte continue de recettes justifiant l'impossibilité de s'acquitter des charges, surtout celles liées au personnel, d'où le recours au licenciement économique qui s'amorce.

Economie SECTEUR FORMEL LE PRÊT POUR LES CHOMEURS ADOPTES

<https://lexpress.mg/04/08/2020/secteur-formel-le-pret-pour-les-chomeurs-adopte/>

D'une réserve moyenne estimée à 1 500 milliards ariary, la structure en charge de la sécurité sociale cèdera 9% pour financer des prêts aux chômeurs.

Réticence à double sens chez le secteur privé. Vingt-quatre membres du conseil d'administration de la Caisse nationale de prévoyance sociale où Cnaps sont sortis, hier, d'un débat houleux de plus de cinq heures. Entamé en milieu de matinée et clos vers 14 heures 30. Comme enjeu de la réunion de ces administrateurs, se trouve l'approbation du projet de prêts à destination des travailleurs mis en chômage technique depuis le début de la crise sanitaire. « Il s'agit d'un projet soumis sur la table des discussions. Préalablement préparé par les représentants de l'État et du patronat, les travailleurs n'en ont jamais été au courant qu'à travers les médias. Le prêt risque de peser lourd sur le travailleur étant donné qu'il ne perçoit déjà aucune rémunération et doit rembourser immensément de dettes depuis son inactivité », regrette Botoudi Henri, un des trois représentants des groupements des travailleurs parmi les vingt-quatre administrateurs de la Cnaps.

Président de la conférence des travailleurs de Madagascar ou CTM, Botoudi Henri évoque l'existence de deux cent cinquante mille employés mis au chômage actuellement. « Cette décision va avoir un impact sur les réserves de la Cnaps. Celles-ci s'élèvent autour de 1 500 milliards d'ariary. 9 % de ces réserves iront vers le financement des prêts. Chaque travailleur au chômage pourra prétendre à un prêt partant de 200 000 Ariary à 500 000 Ariary. C'est l'employeur qui contracte la somme chez la Cnaps et la remet ensuite au demandeur. Le remboursement est prévu démarrer vers janvier 2021 et s'opèrera à travers les prélèvements existants sur le salaire de l'intéressé », indique un responsable.



Adopté sans unanimité

« La minorité représentative des travailleurs a perdu lors des discussions. L'État vient en aide à la population inactive considérée vulnérable, mais ne consent à aucun financement d'aide en faveur des travailleurs formels mis en cessation de travail. Le secteur privé est totalement abandonné dans ses difficultés financières énormes. Le temps est venu de mettre une nouvelle législation instituant l'allocation de chômage et une sorte d'assurance pour le travailleur suspendu en cas de crise nationale », déplore un autre représentant des travailleurs, au conseil d'administration de la Cnaps. Cette institution publique qui gère les fonds de retraite et les allocations familiales des employés du secteur privé, va mettre en œuvre l'octroi de prêts à partir de ce mois-ci. Une source proche du dossier indique « l'existence de critères comme l'ancienneté d'un an dans l'entreprise et la qualité de cotisant pour bénéficier du prêt ». Pour le président du groupement du patronat malagasy ou Fivmpama, Andrianaivalomanana Razafiarison, « cette aide en faveur des travailleurs a été proposée comme solution après le rejet catégorique de l'État quant à l'octroi de subventions aux travailleurs mis en chômage » … « Ce prêt est la troisième solution après l'échec des deux autres. La première étant le projet d'octroi d'allocations de chômage, empêché par le vide juridique sur la législation encadrant la Cnaps. La seconde étant l'octroi d'indemnités », selon les précisions.

Economie IMPOTS

DERNIERE LIGNE DROITE POUR LES CONTRIBUABLES

<https://lexpress.mg/05/08/2020/impot-derniere-ligne-droite-pour-les-contribuables/>

Il reste dix jours aux petites entreprises pour **s'acquitter** de leurs obligations fiscales. Elles espèrent un énième report des échéances.

Allègement des difficultés. C'est en ce sens que le délai de paiement de l'impôt synthétique prévu habituellement à la fin du premier semestre de chaque année a été reporté jusqu'au 15 août. Tandis que la date limite de la déclaration fiscale est reportée au 15 septembre sur l'impôt sur les revenus, la TVA et l'impôt sur les revenus salariaux et assimilés. Selon la direction générale des impôts, l'objectif de cette initiative réside surtout dans l'atténuation des effets néfastes de la crise sanitaire sur les entreprises. Une disposition qui a le mérite d'arranger les affaires des petites entreprises soumises à cette catégorie d'impôt en plus du fait que la DGI suspend les contrôles et le recouvrement forcé des impôts. Cependant, malgré ces mesures, un bon nombre de contribuables éprouvent des difficultés à s'acquitter de ces obligations fiscales.

« Habituellement, on effectue le paiement de ces impôts vers la fin du premier trimestre de chaque année pour pouvoir continuer à maintenir nos activités dans la régularité. La fermeture des frontières et des routes depuis le mois de mars a réduit à néant ces activités. Depuis le début du confinement, nous vivons au jour le jour en n'ayant aucun moins de nous acquitter de nos obligations fiscales » déplore un chauffeur guide aux abois qui a dû vendre une partie de sa flotte automobile pour se maintenir à flot.



Mesures exclusives

Lors de la présentation du Plan multisectoriel d'urgence (PMU), le premier ministre Christian Ntsay a annoncé le re-port de l'échéance des obligations fiscales. L'Etat malgache a ainsi adopté des mesures d'allègement exclusivement pour le secteur du tourisme, spécifiquement pour l'hôtellerie, les agences de voyages, le transport aérien ainsi que les entreprises des zones franches industrielles, qui exercent des activités directement touchées par la crise sanitaire. Ce plan prévoit la suspension du paiement des acomptes provisionnels pour les Impôts sur le revenu (IR), l'Impôt sur le revenu salarial (Irsa) et la TVA dans les secteurs susmentionnés. Les autres secteurs d'activité devront continuer à respecter leurs obligations de déclaration et de paiement définis par le code général des impôts. « Le paiement des obligations fiscaux à l'instar des impôts synthétiques concerne l'année d'exercice écoulée en 2019 et non celle qui est en cours. De ce fait, ce paiement ne doit pas être impacté par les activités des contribuables durant cette année » expliquent les responsables de la direction générale des impôts. Une façon pour la DGI d'avancer que malgré la crise sanitaire qui prévaut présentement, les contribuables doivent avoir les moyens de s'acquitter de leurs obligations fiscales de l'année dernière. Année durant laquelle ils ont eu un taux d'activité notable.

Economie CNAPS

LES SYNDICALISTES CONTESTENT LES PRETS

<https://lexpress.mg/05/08/2020/cnaps-les-syndicalistes-contestent-les-prets/>

Don et non emprunt. **C'est** le message martelé par les syndicalistes suite à l'**annonce** de la possibilité pour les travailleurs **d'effectuer** un prêt de survie en temps de pandémie à la Caisse Nationale de Prévoyance sociale. « Suite aux propos du premier ministre sur la chaîne nationale concernant l'**utilisation d'une** partie des fonds covid pour le paiement des salaires des fonctionnaires. Suite à l'**annonce** du président de la république à Nosy Be Hell ville concernant la mise en place **d'un** système de crédit pour les travailleurs ayant perdu leurs emplois en ces temps de pandémie et suite à la décision du conseil **d'administration** de la Cnaps sur la possibilité pour les travailleurs de contracter un prêt au sein de cette institution, le Syndicat SVS ou Syndicalisme et Vie de Société ainsi que l' Union des Syndicats Autonomes de Madagascar (USAM) condamnent la politique **d'endettement** des travailleurs » expliquent les membres de ces syndicats dans un communiqué officiel paru hier.

Ces derniers suggèrent plutôt que les mille cinq cent milliards **d'ariary** disponibles à la Cnaps soient distribués sous forme **d'aide** et de dons et non de crédits. À rappeler que ce système de crédit **s'adresse** aux sociétés formelles et ce sont ces entreprises qui doivent effectuer les démarches de demande de crédits auprès des établissements financiers pour le compte de leurs collaborateurs. Chaque employeur aura droit à un prêt compris entre une fourchette de deux cent et cinq cent mille ariary remboursable sur un an.



Société

COVID-19

7 DECES DE PLUS, 304 NOUVEAUX CAS ET 350 GUERISONS

<http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2020/08/07/covid-19-7-deces-de-plus-304-nouveaux-cas-et-350-guerisons/>

Selon les dernières données statistiques du Centre de commandement opérationnel (CCO) Covid-19, le taux de guérisons se situe actuellement autour de 81%.

7 nouveaux décès (dont 4 survenus à Analamanga ; 1 à Ambanja région DIANA ; 2 à Toliara région Atsimo Andrefana) ont été rapportés, hier, par la porte-parole du CCO Covid-19, portant à 134 le nombre de décès liés au coronavirus à Madagascar depuis le début de l'épidémie en mars 2020. Les nouveaux cas des dernières 24h sont au nombre de 304, portant à 2 244 le nombre de cas actifs actuellement. La majorité des nouveaux cas d'hier sont toujours localisés à Analamanga (242), suivi de l'Alaotra Mangoro avec 26 cas (12 à Ambatondrazaka; 10 à Moramanga et 4 à Amparafaravola) ; Boeny 10, tous localisés à Mahajanga ; Haute Matsiatra 9, tous localisés à Fianarantsoa ; Itasy 3 (2 à Arivonimamo et 1 à Miarinarivo) ; Bongolava 2, tous localisés à Tsiroanomandidy ; Atsinanana 1 (Toamasina) ; Analanjirofo 1 (Fenoarivo Atsinanana) ; SAVA 2, localisés à Andapa ; Atsimo Andrefana 3, tous localisés à Toliara ; Menabe 3, tous à Morondava.

Dépistage

Ces nouveaux cas d'hier, ont été identifiés parmi 812 tests dont 667 tests PCR et 145 tests genexpert. En termes de dépistage, il est à noter que le nombre de personnes se présentant aux sites de dépistage à Antananarivo, a connu une baisse significative depuis la décentralisation des prises en charge des cas modérés vers les CSB2 de la Capitale. En effet, les patients présentant des symptômes évocateurs du Covid-19 sont aussitôt traités comme tel sans besoin de tests, et reçoivent immédiatement leurs médicaments sur place. Signalons au passage qu'au niveau national, le total des tests PCR réalisés jusqu'ici est de 46.301, si celui des tests genexpert est de 3.323.



Formes graves et guérisons

Les formes graves sont actuellement au nombre de 88, soit quatre de plus que la veille. 69 d'entre elles sont prises en charge à Analamanga : HJRB 41 ; HJRA 11 ; Anosiala 12 ; hôpital militaire 1 et hôpital Fenoarivo 4. Dans les autres régions, le CHU Andrainjato

Fianarantsoa compte 10 formes graves ; CHU Mitsinjo Betanimena Toliara en compte 3 et Mahajanga en compte 6. Le volet guérisons indique, quant à lui, 350 personnes déclarées rétablies, hier. Elles sont localisées principalement à Analamanga où 334 patients ont recouvré la santé, dont 318 à domicile et 16 dans les hôpitaux ou centres de traitement. Dans les autres régions, les guérisons sont localisées comme suit : Bongolava 5 ; Vakinankaratra 1 ; Atsinanana 2 (1 à Toamasina et 1 à Mahanoro) ; Boeny 4 ; Atsimo Andrefana 1 ; Sofia 3 (2 à Port -Bergé et 1 à Analalava). Le taux de guérison se situe actuellement autour de 81%. Soulignons qu'à ce jour, le nombre total des guérisons est de 10.148.

Société

LUTTE CONTRE LE COVID-19

15 MILLIARDS D'ARIARY DU JAPON POUR L'ACQUISITION D'EQUIPEMENTS

<http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2020/08/07/lutte-contre-le-covid-19-15-milliards-dariary-du-japon-pour-lacquisition-dequipements/>

Un échange de note portant sur l'**acquisition** des équipements dans le domaine de la santé publique a été signée entre Tehindrazanarivelo Jacob, ministre des affaires étrangères malgache et Higuchi Yoshihiro, ambassadeur du Japon à Madagascar.

« L'**accord** porte sur un don non remboursable de 400 millions de yen, soit, 3,8 millions de dollars américains ou 15 milliards d'ariary pour l'**acquisition** des équipements dans le domaine de la santé publique, dans le cadre du plan de développement économique et social » pour la lutte contre les maladies infectieuses, notamment la lutte contre le Covid-19 ». Ce **qu'on** peut lire dans un communiqué de presse conjoint signé ambassade du Japon à Madagascar et le ministère des affaires étrangères de Madagascar. Le don en question a permis **d'acquérir** 16 machines radiographies portables, 16 moniteurs de surveillance médicale, 16 électrocardiogrammes, et 6 ambulances. Lesdits équipements objets de l'**accord** entendent « apporter une aide **d'urgence** à Madagascar pour faire face au Covid-19 ». Mais également, ils entendent « soutenir le pays dans la lutte contre les autres maladies infectieuses » qui continuent de sévir dans le pays.

Fléau

Les maladies infectieuses constituent des problématiques de santé publique à Madagascar. En effet, elles constituent l'**une** des principales causes de mortalité et de morbidité dans la Grande Île. On peut par exemple citer les maladies comme la peste, le paludisme – le pays a **d'ailleurs** connu cette année une épidémie dans plusieurs régions et dont la suite est restée inconnue du public à cause (ou grâce **c'est** selon) du Covid-19. La dengue fait également partie des maladies qui continuent de faire des victimes dans le pays. Et tout comme le paludisme, la dengue a sévi dans plusieurs régions du pays cette année. On se demande en ce moment où est-ce **qu'il** en est de ces épidémies et de leurs victimes ? Pour en revenir à l'**échange** de note portant sur l'**acquisition** des équipements dans le domaine de la santé publique, dans le cadre du plan de développement économique et social pour la lutte contre les maladies infectieuses, notamment le Covid-19, elle voudrait être la manifestation du soutien du peuple japonais dans la mise en **œuvre** de la Politique Générale de l'**Etat** pour la santé publique.



MEDIAS INTERNATIONAUX



MADAGASCAR

DES INCENDIES MENACENT LA GROTTÉ D'ANJOHIBE, LA SECONDE PLUS GRANDE D'AFRIQUE

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/madagascar-incendies-menacent-grotte-anjohibe-seconde-plus-grande-afrique-858034.html>

La faune de la grotte d'Anjohibe, à 85 km de Mahajanga, est dévastée par des feux de brousse. Elle est la seconde, par ses dimensions en Afrique. Elle est devenue un lieu touristique, essentiel, pour la région. Avec la crise sanitaire, la préservation de l'environnement est passé au second plan.

La grotte d'Anjohibe, la seconde plus grande d'Afrique, est un lieu magique selon tous les visiteurs. Elle est surplombée d'une chute d'eau de 25 mètres de hauteur et bordée par le lac d'Amdranojoby. Elle renferme des stalactites et des stalagmites de 10 mètres de haut. Le bassin d'eau douce, de 7 mètres de profondeur est appelé, la piscine. Il est entouré d'une végétation luxuriante qui donne son caractère unique à ce lieu. Pourtant, cette oasis, située à 85 km de Mahajanga, est menacée. Ces derniers mois, la crise sanitaire aidant, les feux de brousses se multiplient. Les autorités étant occupées à limiter les déplacements des citoyens, effectuer des tests et faire respecter les gestes barrières, des cultivateurs n'hésitent pas à embraser les zones préservées pour cultiver et nourrir leurs familles.

La plus grande grotte de l'océan Indien

Le directeur interrégional de l'Environnement et du développement durable de Boeny est conscient de l'urgence : "Nous ne ménagerons pas nos efforts pour que les générations futures puissent contempler cette beauté naturelle". Il précise à [L'Express de Madagascar](#) qu'il a demandé à la population locale de se mobiliser et de participer à la défense de son patrimoine. Cette préservation de l'environnement est d'autant plus facilement acceptée qu'elle génère des revenus grâce à l'éco-tourisme. Un complexe hôtelier a ouvert ses portes à Antanamarina. Des bivouacs et des piques-niques sont organisés sur place et des bungalows viennent d'être construits.



DES SUICIDES EN AUGMENTATION DANS LE SECTEUR DU TOURISME

<https://www.laquotidienne.fr/des-suicides-en-augmentation-dans-le-secteur-du-tourisme/>

Le gouvernement devra être tenu responsable de sa négligence criminelle envers le secteur du voyage et du tourisme en difficulté, a soutenu **l'organisme** de tourisme ATTOI, citant des cas **d'employés** en Inde et dans **l'état** du Kerala se suicidant.

« Alors que de nombreux autres pays, développés et en voie de développement, ont présenté des plans pour soutenir **l'industrie** touristique, le gouvernement indien et **l'État** du Kerala ont volontairement ignoré le secteur, a déclaré le président **d'ATTOI**, Vinod CS. Il ajoute que « à plusieurs reprises, les préoccupations de **l'industrie** et des salariés ont été présentées à diverses autorités. Mais aucune mesure **n'a** été prise pour soutenir concrètement les collaborateurs« .

L'Himachal Pradesh (un État du nord de **l'Inde**, dans **l'Himalaya**, ndlr) a mis en place un système en vertu duquel des prêts seront accordés aux opérateurs touristiques en tant que fonds de roulement pour leurs besoins financiers immédiats.

La durée du prêt a été fixée à quatre ans, dont deux ans de bonification **d'intérêts** et un an de moratoire, à un taux **d'intérêt** maximum de 11 % par an. Le régime veut couvrir toutes les unités touristiques enregistrées, y compris les plus petites entreprises qui ne sont pas couvertes par la TPS.

